

L'impérialisme et la négation radicale de l'humanité de l'autre

Jean BATOU, Professeur d'histoire internationale contemporaine,
Université de Lausanne

Mon intervention découle autant de mon travail d'historien que de mes préoccupations citoyennes, en tant qu'acteur des mobilisations altermondialistes et antiguerres.

L'expérience du nazisme et de la Deuxième Guerre mondiale a nourri les réflexions d'Hannah Arendt sur l'impérialisme, rédigées probablement en 1947 et publiées en 1951, comme seconde partie des *Origines du totalitarisme*. La préface que l'auteure lui adjointra en 1967, qui accuse à mon sens une régression significative de sa pensée sur la question, ne contribuera pas à en faciliter la compréhension. Rappelons que l'édition française de cette œuvre importante a suivi un cheminement assez curieux : la troisième partie sur *le totalitarisme* est parue la première, en 1972, au Seuil, suivie de la première, sur *l'antisémitisme*, en 1973, chez Calmann-Lévy ; il a cependant fallu attendre 1982 pour que la seconde, sur *l'impérialisme*, soit publiée par la Librairie Arthème Fayard. Vingt ans plus tard, en 2002, l'ensemble de l'œuvre paraissait enfin en français, en un seul volume, avec un important appareil critique, chez Gallimard, dans la collection Quarto.

« *L'anatomie de l'homme est la clé de l'anatomie du singe, disait Marx. Dans les espèces animales inférieures, ajoutait-il, on ne peut comprendre les signes annonciateurs d'une forme supérieure, que lorsque la forme supérieure est elle-même déjà connue* » (*Critique de l'économie politique*, 1857). Hannah Arendt ne procède pas autrement, lorsqu'elle postule que le nazisme exprime, de façon concentrée, les principales tendances de l'impérialisme : militarisme et guerre sans fin, eugénisme et racisme, expansion territoriale illimitée – colonisation de peuplement (*Lebensraum*) et d'exploitation (travail forcé) –, bureaucratie et « *massacres administratifs* », tout ceci allant de pair avec une négation radicale des libertés démocratiques au cœur de la métropole elle-même.⁶⁰⁴

L'auteure des *Origines du totalitarisme*⁶⁰⁵ est formelle : l'impérialisme, c'est d'abord un impératif d'expansion sans fin, qui puise ses sources dans la sphère économique. Sur ce point, elle se situe dans la tradition intellectuelle de Rosa Luxemburg, sans en saisir cependant les fondements marxistes. Mais elle ne s'arrête pas là, puisqu'elle ajoute que « *l'accumulation illimitée du capital* » débouche sur « *l'accumulation illimitée du pouvoir* » (pp. 372-73). En même temps, cette « *croissance illimitée* » entre en contradiction avec l'Etat-nation, que les aventures coloniales fragilisent, dans la mesure où il repose en principe sur le « *consentement authentique* » de ses « *sujets* ». L'expansion entre ainsi en contradiction avec le contenu démocratique

⁶⁰⁴ Au même moment, Aimé Césaire ne disait pas autre chose dans *L'Impossible contact* (1948), qui anticipe son *Discours sur le colonialisme* (1950). Voir à ce propos l'article de Jean Peutère Mpélé dans ce volume.

⁶⁰⁵ Les citations de Hannah Arendt sont toutes tirées de l'édition française des *Origines du totalitarisme* (1951), Paris, Gallimard, Quarto, 2002.

de l'émancipation nationale. Pour Hannah Arendt, « moins les nations étaient aptes à incorporer les peuples étrangers (...), plus elles étaient tentées de les opprimer ». Les impérialistes, qui présentent l'expansion comme l'accomplissement suprême des intérêts de la nation dans son ensemble, sont donc bien les « parasites du patriotisme », selon la formule de John A. Hobson; la xénophobie à l'égard des travailleurs immigrés participe d'ailleurs de la même imposture (pp. 374-78).

Coloniser c'est administrer sans rendre des comptes. Outre-mer, la violence « totalitaire » de la machine bureaucratique et militaire de l'impérialisme détruit ainsi « les communautés politiques existantes ». « L'homme invisible » (1897) de H. G. Wells devient inhumain, précisément parce que personne ne peut le voir: il élimine par tous les moyens quiconque résiste à son règne de terreur. Lors de la bataille d'Omdurman, près de Khartoum, le 2 septembre 1898, le général britannique Kitchener perd 48 hommes, tandis que les Soudanais abandonnent 11'000 morts et 16'000 blessés sur le terrain. Il vaut la peine de citer quelques extraits du récit qu'en fait Winston Churchill, alors jeune correspondant de guerre pour le *Morning Post* :

« Les fantassins tiraient régulièrement et impassiblement, sans hâte ni excitation, car l'ennemi était loin... En outre, les soldats étaient pris par leur tâche et faisaient de leur mieux. Mais, bien vite, cet acte purement mécanique devint monotone. Les fusils devenaient chauds (...) Les mitrailleuses Maxim avaient épuisé toute l'eau contenue dans leurs chaudières, les douilles vides tombaient en tintant sur le sol, formant bientôt un tas sans cesse croissant à côté de chaque homme. (...) Et pendant tout ce temps, sur la plaine, les balles fendaient les chairs, brisaient les os en éclats; le sang giclait de blessures terribles; des hommes vaillants avançaient dans un enfer de métal sifflant, d'explosions d'obus et de nuées de poussière – ils souffraient, perdaient espoir et mouraient. (...) C'était une vision terrible car ils ne nous avaient encore infligé aucune perte, et cela semblait un avantage injuste que de frapper aussi cruellement alors qu'ils ne pouvaient riposter (...) En cinq heures, la plus forte armée de sauvages jamais dressée contre une puissance européenne moderne avait été détruite et dispersée, sans guère de difficultés, avec, en comparaison, peu de risques et des pertes insignifiantes pour les vainqueurs » (ma traduction de l'anglais d'après *The River War*, 1899).

Dans ce même contexte, Arendt cite un article de Thomas Edward Lawrence (Lawrence d'Arabie) sur l'intervention britannique en Irak, publié par *The Observer* en 1920 : « Bombarde les maisons est une manière coûteuse de contrôler les femmes et les enfants (...) En attaquant au gaz, on pourrait liquider proprement toute la population des districts récalcitrants » (p. 383, note 30).

L'impérialisme, c'est donc à la fois la troupe coloniale qui tue à distance, mais aussi l'administration fondée sur « l'indifférence et le détachement » à l'égard des peuples dominés, qui se dérobe au regard des lois de la métropole. L'auteur des *Origines du totalitarisme* met ainsi l'accent sur l'autonomie croissante de la bureaucratie coloniale, avec ses « agents secrets » et ses gestionnaires dévoués, concepteurs de « massacres administratifs ». « Le Gouvernement des races assujetties », de Lord Cromer, Consul général britannique en Egypte (1883-1907), constitue le bréviaire d'une telle gestion élitaire, formée d'experts insensibles à la louange comme au blâme, échappant à tout contrôle, parce que dirigeant par décret, obsédés par le secret, jusqu'à renoncer à tout document écrit : ils s'identifient désormais « aux forces

anonymes [qu'ils sont] censé[s] servir afin de perpétuer le dynamisme du processus tout entier » (p. 491).

Mais ce n'est pas tout: l'administration coloniale développe en retour une emprise croissante sur les institutions métropolitaines. La négation de la souveraineté populaire au cœur des sociétés impérialistes résulte ainsi directement de la brutalité et de la radicalité de la conquête coloniale. En investissant l'Etat, les cercles dominants de la bourgeoisie ont en effet renoncé à défendre la sphère privée contre les empiètements de la République ou du Monarque. Ils influencent désormais directement la politique des exécutifs et se passent largement des médiations parlementaires. Dès la fin du 19^e siècle, le John Locke du *Traité sur le gouvernement civil* (1690), père fondateur du libéralisme, a cédé le pas au Thomas Hobbes du *Leviathan* (1651), théoricien de la monarchie absolue.

La croisade pour «le progrès», confondue avec l'accumulation sans frein, est dès lors porteuse de périls politiques, sociaux et écologiques sans précédent: «*Au moment même où il semblait que le véritable principe du mouvement perpétuel venait d'être découvert, (...) beaucoup commençaient à voir ce qui avait effrayé Cecil Rhodes lui-même, à savoir que la condition humaine et les limitations du globe opposaient un sérieux obstacle à un processus qui ne pouvait ni cesser ni se stabiliser, mais seulement déclencher les unes après les autres toute une série de catastrophes destructrices une fois ces limites atteintes*» (p. 396). En effet, la «guerre sans fin» prend désormais le pas sur la «paix éternelle»; la concentration continue des biens ruine la sécurité personnelle du plus grand nombre et nécessite la centralisation parallèle du pouvoir afin de garantir l'ordre impérial à l'extérieur et la «paix civile» à l'intérieur; la croissance économique fétichisée menace de plus en plus les grands équilibres écologiques planétaires... d'où le développement d'idéologies nihilistes qui opposent mécaniquement la chute au progrès: «*Viva la Muerte!*», disaient les fascistes espagnols. Les années Trente offrent l'illustration frappante d'une telle tension entre avenir radieux et catastrophe imminente. Dans ses *Thèses sur le concept d'histoire*, que le philosophe allemand Walter Benjamin rédige quelques mois avant son suicide à Port-Bou, où la police franquiste vient de l'intercepter en septembre 1940, il en propose une vision énigmatique aux accents prophétiques, qu'il confie d'ailleurs à Hannah Arendt (p. 396).

«*Il existe, dit-il, un tableau de Klee qui s'intitule 'Angelus Novus'. Il représente un ange qui semble être en train de s'éloigner de quelque chose auquel son regard reste rivé. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit avoir nécessairement l'ange de l'histoire. Il a le visage tourné vers le passé, où se présente à nous une chaîne d'événements; il ne voit qu'une seule et unique catastrophe qui ne cesse d'amonceler ruines sur ruines et les jette à ses pieds. Il voudrait bien s'attarder, réveiller les morts et rassembler ce qui fut brisé. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si forte que l'ange ne les peut plus refermer. Cette tempête le pousse irrésistiblement vers l'avenir auquel il tourne le dos, cependant que jusqu'au ciel devant lui s'accumulent les ruines. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès*» (Thèse IX).

Al Carthill, parfait représentant de l'administration britannique en Inde, à qui Arendt a emprunté la formule des «*massacres administratifs*», notait «*qu'on doit toujours éprouver quelque peine pour ces personnes qu'écrase le char triomphal du progrès*» (p. 396, note 39). Dans un tel monde, «*ceux à qui la chance et le succès ne*

sourient jamais sont automatiquement rayés de la compétition, laquelle est la vie de la société. (...) La différence entre indigent et criminel disparaît – tous deux se tenant en dehors de la société». Tout juste l'impérialisme peut-il donner une mission à ses nouvelles victimes, héritières des classes dangereuses, pour autant qu'elles soient de la «race des seigneurs»: se mettre au service de son expansion. L'Afrique du Sud deviendra par là son authentique berceau. Après la découverte d'importants gisements de diamants et d'or (1870-1890), «prospecteurs, aventuriers et déchets des grandes villes émigrèrent vers le continent noir, de concert avec le capital des pays industriellement développés (...) [C'est ainsi que] l'impérialisme, produit de l'argent superflu et des hommes superflus, commença son extraordinaire carrière en produisant les biens les plus superflus et les plus irréels qui soient».

Enfin, Hannah Arendt croit discerner une affinité élective entre la bourgeoisie impérialiste et la «populace», qui n'est pas seulement le «rebut» mais aussi le «sous-produit» de son ascension et la réponse providentielle aux problèmes sociaux de l'ère impérialiste: «Le fait que seuls des politiciens impérialistes pouvaient utiliser cette populace, et que seules des doctrines raciales pouvaient séduire celle-ci porte à croire qu'il n'y avait que l'impérialisme pour régler les graves problèmes intérieurs, sociaux et économiques des temps modernes». En donnant à ces «hommes superflus» le pouvoir du «colon» ou les privilèges du travailleur «national», l'impérialisme estompait les frontières entre classes. A la solidarité sociale des exploités, il opposait désormais la solidarité «raciale» des dominants, au principe d'une négation radicale de l'humanité de l'autre.

Récapitulant les traits distinctifs de l'impérialisme à la fin du chapitre intitulé «Race et bureaucratie», elle en montre clairement les liens intimes avec l'expérience nazie, ce qui nous permettra aussi de conclure :

«Lorsque la populace européenne découvrit 'quelle merveilleuse vertu' une peau blanche pouvait être en Afrique, lorsqu'en Inde le conquérant anglais devint un administrateur qui désormais ne croyait plus à la validité universelle de la loi mais était convaincu de sa propre aptitude innée à gouverner et à dominer (...) la scène sembla prête à accueillir toutes les horreurs possibles. Là, à la barbe de tous, se trouvaient maints éléments qui, une fois réunis, seraient capables de créer un gouvernement totalitaire fondé sur le racisme. 'Des massacres administratifs' étaient proposés par des bureaucrates aux Indes, tandis que les fonctionnaires en Afrique déclaraient 'qu'aucune considération éthique telle que les droits de l'homme ne sera autorisée à barrer la route à la domination blanche' » (pp. 498-99).